

*Initiatives ministérielles*

Nous en arrivons aux éléments les plus grotesques de la suppression de l'information. Croyant sur parole ceux qui prétendent que le projet sera le salut économique des Terre-Neuviens et de bien d'autres à travers le Canada, qu'il en résultera un niveau de prospérité et d'emploi qui sèmera partout l'allégresse, le député de Kamloops, le leader parlementaire du Nouveau Parti démocratique, a proposé ici même hier, à l'étape du rapport, un amendement qui aurait obligé quelqu'un du gouvernement à présenter une fois par année un exposé détaillé des merveilleux résultats obtenus.

Dans cette motion, nous demandions au ministre de présenter tous les ans à la Chambre un rapport indiquant a) les retombées économiques nettes, directes et indirectes, de l'exploitation d'Hibernia dans chacune des provinces du Canada; b) les avantages nets pour l'emploi produits par l'exploitation dans chaque province, avec analyse de la classification des emplois et des niveaux de salaire; et c) les quantités et pourcentages du pétrole produit qui est exporté à l'état brut ou mi-raffiné. C'était là tout le contenu de la motion. Nous demandions simplement à voir tous les ans un rapport sur l'évolution du projet. Savez-vous ce qui s'est passé? Tous les membres présents des groupes parlementaires conservateur et libéral se sont levés, sans exception, pour voter contre la motion, y compris le député qui a parlé pendant une demi-journée pour chanter les louanges d'Hibernia.

Ces gens sont prêts à aller de l'avant sans savoir ce qui les attend. Ils veulent nous vendre ce projet sur papier, mais refusent de permettre aux Canadiens de se tenir au courant de son évolution. Qu'est-ce qu'ils craignent exactement? Qu'ont-ils à cacher? Lesquelles parmi ces merveilleuses prédictions craignent-ils de voir s'effondrer? Est-il possible, par exemple, que les 1 100 emplois à plein temps qu'on prévoit à la fin du projet se retrouvent non pas à Terre-Neuve ni ailleurs au Canada, mais dans les bureaux américains de Mobil? Nous ne le savons pas. Si les conservateurs et les libéraux ne sont pas disposés à examiner ce qui se passera à long terme, j'avoue que j'ai des doutes.

Pour revenir au financement du projet, il y a une autre question qui se pose. Il ne s'agit pas seulement des 1 040 millions de dollars que nous donnerons et qui, je tiens à le

dire à tous les citoyens du Canada, représentent 40 \$ pour chaque homme, femme et enfant du pays. Quarante dollars par tête, que nous offrons comme cadeau pour Hibernia. Les Canadiens pourront se distraire en pensant à cela lorsqu'ils commenceront à payer la TPS en janvier. Ils pourront se dire que lorsqu'ils auront fait des achats de 570 \$, les premier 40 \$ de TPS qu'ils auront à verser sur ces achats iront directement au financement d'Hibernia. De plus, les prêts et les garanties d'emprunt totaliseront 2 135 autres millions de dollars, soit 82 \$ par tête. Voilà 82 autres dollars de TPS, versés sur des achats de 1 170 \$, qui iront encore à Hibernia. Tout cela est prévu dans les dispositions autorisant la contribution de 1,4 milliard de dollars.

• (1630)

Il y aussi la question de la privatisation de Petro-Canada, dont la Chambre a maintenant été saisie. Une partie de ce plan de privatisation consiste à prendre l'argent que rapportera la première émission d'actions, représentant 15 p. 100 de Petro-Canada, et de le réinvestir dans la société. Les analystes du marché, qui en connaissent beaucoup plus que moi sur le sujet, auraient dit que cette première émission d'actions rapportera de 500 à 700 millions de dollars à Petro-Canada. Savez-vous quelle est la valeur de la participation de Petro-Canada au projet Hibernia, monsieur le Président? Elle est de 500 à 700 millions de dollars. Ainsi, comme le Trésor sera privé du fruit de cette première émission d'actions, puisque l'argent sera réinvesti dans cette société héroïquement privatisée, cela veut dire que les Canadiens se trouveront à fournir gratuitement entre 1,5 et 1,7 milliard de dollars à Hibernia. C'est absolument ridicule. C'est bizarre.

Lorsque je suis arrivé à la Chambre il y a moins de deux ans, je ne pensais jamais voir le jour où les conservateurs, qui continuent de clamer leur éternelle fidélité au libre marché, proposeraient que les contribuables canadiens donnent 1,5 milliard de dollars, avec le sourire aux lèvres, pour que Mobil Oil puisse extraire du pétrole dans l'Océan atlantique et l'expédier dans le nord-est des États-Unis. C'est incroyable, mais cela semble être le cas. C'est bizarre, mais il faut s'y faire, et c'est pourquoi je fais remarquer à nouveau que notre groupe parlementaire ne peut, en conscience, souscrire à ce projet de loi.